



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Koweït

«État d'urgence» annoncé après une fuite de pétrole
La compagnie pétrolière nationale koweïtienne, Kuwait Oil Company, a annoncé lundi, un incident dans l'ouest de ce pays ... • (Page 08)

Précarité

Un Français sur trois se prive de produits d'hygiène, faute d'argent
Un sondage Ifop publié mardi révèle que la crise économique ... • (Page 08)



Togo / Financement de l'économie

Le CNC note trois évolutions majeures

• (Page 03)



Cotation du fonds immobilier LAPTRUST IMARA I-REIT • (Page 05)

Dr Edoh K. AMENOUNVE, invité spécial de la Bourse de Nairobi

Encrage des actions de l'UEMOA

La représentation nationale échange avec les OSC de Sokodé
Cette séance d'échange s'est déroulée le 20 mars dernier sur le thème : « Libre ... » • (Page 02)

Assainissement

Au Togo la BAD appuie des communes urbaines
La Banque africaine de développement (BAD) soutient le Togo dans son projet d'assainissement dans dix communes urbaines dont la ville ... • (Pages 04)

Ghana

Les achats d'huile de palme pourraient grimper de 54 % en 2022/2023
En Afrique de l'Ouest, le marché de l'huile de palme est dominé par le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Si les deux ... • (Page 06)

Volontariat

ALEY ADEBAYO Zoureya, une gestionnaire comptable forgée dans l'effort
Sous nos ciels, à des exceptions près, des secteurs d'activités ou domaines de connaissance. • (Page 11)

PME / PMI BOOSTER VOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES ET DEVENEZ PLUS COMPÉTITIF

avec CAI en obtenant les certifications ISO à **MOINDRE COÛT**

ISO 9001; 14001; 45001; 37001; 27000; 26000; 22000; HACCP

+228 22 55 78 78 - +228 93 27 78 76

www.careeracademyinstitute.com



Encrage des actions de l'UEMOA

La représentation nationale échange avec les OSC de Sokodé

Cette séance d'échange s'est déroulée le 20 mars dernier sur le thème : « Libre circulation et échanges intracommunautaires ». Elle s'inscrit dans le cadre de l'information et de la sensibilisation des populations togolaises sur les chantiers de l'Union. Elle vise à contribuer à la consolidation de l'intégration des populations de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).



Les travaux ont été marqués par des présentations sur « L'UEMOA, un puissant outil d'intégration sous régionale ; libre circulation et échanges intracommunautaires ; facilitation du transport et libre circulation des personnes, des biens et services au sein de l'UEMOA ». Ces thèmes ont été présentés par les experts de la commission de l'UEMOA dans le domaine de la libre circulation et de la facilitation des transports. Le secrétaire général de la préfecture de Tchaoudjo, Daro Ouro-Akondo a indiqué que cette rencontre illustre la vision de la commission de l'UEMOA qui est d'harmoniser ses stratégies et le traitement des

échanges afin d'éliminer les pratiques constituant des barrières à la totale intégration sous régionale. Il a souhaité que ces échanges permettent de maintenir une veille permanente au niveau de tous les acteurs de l'intégration, sur les orientations et la conduite du processus d'intégration de l'UEMOA. Pour la représentante résidente de l'UEMOA au Togo, Mme Aminata Lo Paye, il est question de se rapprocher des populations pour échanger périodiquement sur les réformes prises dans le cadre de la libre circulation et des échanges intracommunautaires. « Sokodé est un grand centre de passage intracommunautaire. Il est de bon ton qu'on vienne ici recueillir

également les apports de la population sur les enjeux de la libre circulation des personnes, des biens et des services en vue d'améliorer continuellement les réformes en la matière », a-t-elle ajouté. La sensibilisation a réuni les agents des douanes, des agents intervenant au niveau des frontières, des opérateurs économiques et les transporteurs. Des représentants de l'administration publique, des collectivités locales, des médias et de la société civile. Pour la représentante résidente de l'UEMOA au Togo, Mme Aminata Lo Paye, il est question de se rapprocher des populations pour échanger périodiquement sur les réformes engagées dans le cadre de la libre circulation et des échanges intracommunautaires. « Sokodé est un grand centre de passage intracommunautaire. Il est de bon ton de recueillir les apports de la population sur les enjeux de la libre circulation des personnes, des biens et des services en vue d'améliorer continuellement les réformes en la matière », a-t-elle ajouté.

Elom T.



Image du jour



Signature du communiqué conjoint pour Niger par le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et de la coopération, Hassoumi Massou, et pour le Togo par le ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social, Gilbert Bawara. Ceci, à l'issue de la visite à Lomé du président du Niger, Mohamed Bazoum.

Mardi 21 mars 2023

AUX DECIDEURS...

Plus loin plus proche...

Vendredi 10 mars 2023, la Silicon Valley Bank (SVB) a été fermée par les autorités américaines, c'est la faillite de la Silicon Valley Bank. Cette banque était un acteur majeur de la "tech" qui était survalorisée et qui surfait sur une vague extrêmement positive avec des taux d'intérêt extrêmement bas.

Pour l'instant, on n'a pas d'inquiétudes à avoir car cela concerne le marché américain.

L'Afrique a peu de points d'entrées aux États-Unis et donc peu d'investissements sur ce secteur d'activité.

C'est ce qui est dit ici et là. Or, jour après jour la crise gagne du terrain. Des banques helvétiques sont touchées. Les spécialistes en économie se contredisent à longueur de journée.

Au Togo comme d'habitude, ni les économistes, ni l'association des patrons de banques ou d'établissements financiers ni le syndicat des employés de banque ne se sont prononcés sur cette crise latente. Est-ce pour nous dire que l'argent n'aime pas le bruit. J'en doute.

Cette faillite de la Silicon Valley bank, la plus importante faillite bancaire américaine depuis 2008 serait en partie liée à des errements des banques centrales dans leurs politiques anti-inflationnistes. Avec la hausse des taux, les banques se retrouvent avec des réserves dévalorisées et des crédits plus chers à l'économie.

La cause de cette faillite pourrait aussi être liée à des problématiques de spéculation sur les marchés à terme et produits dérivés et de volatilité sur des valeurs non réelles (cryptomonaie, devises)

Cette inflation galopante n'est pas liée à une surchauffe de l'économie mondiale. Elle n'est pas aussi d'origine monétaire. Chaque fois on n'actionne le levier classique de la hausse des taux d'intérêt ?

Le débat doit aller au-delà des décisions des banques privées et inclure celles des banques centrales. Rien de tout cela ne serait arrivé si la Fed n'avait pas augmenté son taux directeur. Cela soulève la question de la gestion politique monétaire des banques centrales, dont le débat ne fait que commencer.

Cette inflation est importée. Elle est liée notamment à la désorganisation des structures de production et de transport des biens mondiaux et à la hausse des prix de l'énergie.

Il faut changer radicalement les politiques anti-inflationnistes des banques centrales du monde et recentrer les activités des établissements de crédit autour de valeurs réelles en évitant les bulles spéculatives

Les petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries togolaises sont sérieusement confrontées à la problématique du financement et de l'accès au crédit ; ce qui freine leur production et leur performance et menace leur pérennité.

La hausse des taux a été le déclencheur, pas la cause, qui tient davantage à l'erreur des managers de la banque, avec leurs placements risqués. Mais cette affaire signale probablement la fin de la violente hausse des taux d'intérêt que nous avons connue depuis un an.

Certes, c'est un médicament contre l'inflation. Mais dans un monde surendetté, il a des effets secondaires graves, car il provoque la faillite des plus faibles et des plus imprudents, qui risquent d'entraîner à leur tour les plus solides.

La lutte contre l'inflation ne mérite pas une nouvelle crise financière.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / Financement de l'économie

Le CNC note trois évolutions majeures

La première session ordinaire du Conseil National du Crédit (CNC) au titre de l'année 2023 s'est tenue le mardi 21 mars 2023 à Lomé. Le ministre PRE Simfeitchéou, Conseiller auprès du Président de la République qui a présidé les travaux en l'absence du ministre de l'Economie et des Finances, en commentant l'environnement macro-financier relève trois principales évolutions en ce qui concerne le financement de l'économie togolaise.

• Joël YANCLO

La première évolution est relative à l'accroissement soutenu du volume de crédit octroyé aux opérateurs économiques. « En effet, les créances intérieures, c'est-à-dire les financements accordés au secteur privé et à l'État, ont progressé de 29% en un an à 1.848 milliards en 2022, après la hausse de 9% en 2021. Le taux de financement de l'économie est ressorti à 33% en 2022, après 31% en 2021, soit l'un des plus élevés de l'Union » fait savoir le ministre conseiller, PRE Simfeitchéou, pour qui la deuxième évolution positive relative au financement de l'économie togolaise porte sur la baisse des taux d'intérêt débiteurs de 20 points de base, en glissement annuel, à 7,4% en 2022. Enfin, le troisième point d'amélioration concerne la poursuite de l'assainissement du portefeuille de crédit des banques et des systèmes financiers décentralisés. Le taux brut de dégradation du portefeuille de crédit des banques est ramené à 8% à fin décembre 2022, après 12% un an plus tôt et 16% au 31 décembre 2020. Quant aux institutions de microfinance, le représentant du ministre de l'Economie et des Finances dire que leur taux brut de dégradation du portefeuille de crédit s'est établi à 4% à fin décembre 2022, contre 5% au 31 décembre 2021, pour une norme de 3%. «

Au regard de ces évolutions, je voudrais féliciter, encore une fois, tous les acteurs, en particulier les premiers responsables des banques et des systèmes financiers décentralisés. Je les encourage à maintenir cet élan pour accompagner les opérateurs économiques dans ce contexte particulier marqué par les besoins importants de financement des entreprises et de l'Etat. J'exhorte particulièrement les banques et les systèmes financiers décentralisés à développer des produits innovants visant à mobiliser sur le marché ou directement auprès de la clientèle l'épargne disponible pour accroître les concours à l'économie » dixit PRE Simfeitchéou.

De la situation économique

Au Togo, les projections laissent apparaître une résilience de l'activité économique, avec un regain de croissance économique de 80 points de base à 6,6% en 2023, après 5,8% en 2022 et 6% en 2021. Tous les secteurs contribueront à cette croissance économique, en particulier le secteur tertiaire dont la contribution est attendue à 4%. Quant au taux d'inflation, il devrait amorcer une baisse pour se situer en moyenne à 6,8% à fin décembre 2023, contre 7,6% en 2022 et 4,5% en 2021. Au titre des finances publiques, le budget de l'Etat est légèrement en hausse. La



loi des finances 2023 a arrêté un budget de 1.958 milliards, contre 1.876 milliards dans le budget 2022 remanié. Dans le cadre de l'exécution du budget 2023, il est prévu 575 milliards des ressources à tirer des emprunts obligataires. « C'est pourquoi monsieur PRE demande « au Président de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Togo (APBEF-Togo), qui est présent parmi nous, d'exhorter les banques à soutenir davantage le Trésor public dans la mobilisation des ressources sur le marché régional des titres publics »

Renchérissement des coûts des opérations de transfert

Les opérateurs économiques constituent un maillon cen-

tral de l'économie et donc de l'activité du système bancaire. Le rôle des banques est entre autres de faciliter et de fluidifier les transactions liées à leurs opérations, surtout celles avec l'étranger. « Malheureusement, il m'a été rapporté que certains opérateurs économiques éprouvent des difficultés, dans le cadre du règlement de leurs fournisseurs étrangers, notamment européens, en raison du renchérissement des coûts des opérations de transfert. Ces pratiques sont intolérables », fait remarquer le ministre conseiller qui peut compter que l'assurance du Directeur National de la BCEAO. Ce dernier rassure. Il a organisé le 10 février dernier une réunion avec les Directeurs généraux des établissements de crédit pour clarifier les dispositions réglementaires

en matière de conditions de banque sur les opérations de transfert hors UEMOA. Il est toutefois demandé au Président de l'APBEF-Togo d'inviter les établissements de crédit à prendre des mesures idoines pour se conformer aux dispositions réglementaires relatives aux conditions de banque sur les opérations de transfert hors UEMOA.

Leçons à tirer des récentes faillites bancaires

A travers la faillite de certaines banques aux États-Unis, on peut déduire que les institutions financières, qui ne prennent pas suffisamment de dispositions pour respecter les normes des indicateurs de solidité financière, peuvent se retrouver dans des situations simi-

lares et faire faillite. Pour monsieur PRE, conscient de l'importance du rôle que les établissements de crédit jouent dans l'économie, « je voudrais demander au Directeur National de la BCEAO d'exhorter les établissements de crédit à prendre des mesures idoines pour améliorer davantage leur situation prudentielle, afin de rendre leur établissement plus solide et plus résilient, gage de la stabilité du système financier. »

Perspectives pour 2023

Comme le président statutaire l'avait relevé lors de son intervention au cours de la session du CNC du 22 décembre 2022, les banques et les systèmes financiers décentralisés (SFD) doivent relever en 2023 les défis ci-après : l'accroissement des financements aux micros, petites et moyennes entreprises à des coûts abordables ; l'augmentation du financement des secteurs de l'agriculture et de l'habitat ; le renforcement de la digitalisation des services financiers ; et l'amélioration continue de la qualité des services financiers. En ce qui concerne la qualité des services financiers, toutes les dispositions sont prises pour l'opérationnalisation, avant la fin de l'année 2023, de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers du Togo (OQS-Fin-Togo).



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI - World economic outlook - dernières données disponibles - (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100%.

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Assainissement

Au Togo, la BAD appuie des communes urbaines

La Banque africaine de développement (BAD) soutient le Togo dans son projet d'assainissement dans dix communes urbaines dont la ville de Sokodé qui est la deuxième ville du pays. Le projet de promotion de l'assainissement inclusif des centres urbains au Togo (PAICUT), les travaux ont été à la faveur d'un atelier organisé les 14 et 15 mars 2023 à Lomé.

● Hélène MARTELOT

Ce projet financé à hauteur de 1 milliard 25 millions d'euros soit environ 820 millions de francs CFA, vise à améliorer les conditions de vie des populations de dix communes urbaines. A travers la facilité africaine de l'eau de la banque, l'initiative va permettre de traiter les déchets solides biodégradables par le système de co-compostage et d'améliorer le service de gestion de la filière des boues de vidange dans la ville de Sokodé et ses environs, ainsi que neuf autres communes urbaines que sont Drezko Centre, Kati Ta Hub, Avetonou, Zogbegan, Atchangbade, Sara, Sagbiebou, Biagou-Batebogou et Boade Centre. D'après Tiem Bolidja, ministre togolais de l'eau et de l'hydraulique villageoise, la mise en œuvre de ce projet va contribuer à atteindre les objectifs de la feuille de route du Togo en



ce qu'elle va permettre de fournir des services performants et inclusifs de gestion intégrée des boues de vidange en milieu urbain et une gestion durable des eaux usées et des excréta au Togo. Le projet PAICUT va également permettre de fournir des services inclusifs de gestion intégrée des boues de vidange en milieu urbain, de favoriser la productivité agricole et d'améliorer le niveau de vie des populations. En outre, avec ce projet, les services urbains et semi-urbains ciblés disposeront de programmes d'investissement pour fournir des services inclusifs de gestion intégrée

des déchets et des boues de vidange. Pour Paterne Wilfrid Abiola, le représentant pays de la Banque africaine de développement au Togo, l'initiative marque un alignement entre la feuille de route du gouvernement du Togo 2025 et deux des 5 priorités opérationnelles de son institution, "High 5", à savoir "nourrir l'Afrique" et "améliorer la qualité de vie des populations en Afrique". Le 31 janvier 2023, le portefeuille actif de la Banque africaine de développement au Togo comptait 16 opérations, pour un financement total de 310,34 millions d'euros.

Pollution due au fumage de poisson

Les femmes de l'ANGE et les mareyeuses de Katanga cherchent les solutions

Depuis ces dernières années la journée internationale des femmes célébrée tous les 8 mars, ne se limite plus aux réjouissances, mais est devenue des moments de réflexion sur les conditions de vie et de travail des femmes dans différents secteurs. Le 8 mars 2023, les femmes de l'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE) se sont rendues à Katanga, un village de pêcheurs non loin du Port Autonome de Lomé pour des échanges (PAL).



● Nicole ESSO

L'objet de la causerie-débat, porte sur un sérieux problème de santé publique, celui de la pollution liée au fumage de poissons, d'où le thème « impacts environnementaux et risques sanitaires liés au fumage traditionnel des poissons ». Un thème jugé important par le directeur général de l'ANGE, Dr ADADJI Koffi, qui n'a pas hésité un seul instant d'aller soutenir ses collaboratrices. A l'ouverture, il a souhaité une bonne fête à toutes les femmes et les a encouragés à faire valoir leurs droits partout où cela s'avère nécessaire. Parlant du thème, le DG a insisté

sur l'utilisation des foyers améliorés qui consomment moins de bois de chauffe et qui protègent également les utilisatrices. Il les a aussi invité à mener des activités de reboisement surtout le bois énergie. La principale activité de ces femmes de Katanga est la transformation du poisson, mais ce poisson pour être propre à la santé et sans effets nuisibles sur les transformatrices, il faut éviter d'utiliser les sachets plastiques et les cartons lors du fumage. Un message bien reçu. Ces pratiques selon Mme AFOLA Adjo, présidente du comité d'organisation du 8 mars, exposent les

femmes à plusieurs maladies, entre autres, les maladies respiratoires, les problèmes cardiaques, l'asthme, les maux d'yeux et parfois même les cancers. En dehors des problèmes sanitaires, il y a aussi les problèmes environnementaux qu'il faut relever, comme la déforestation et l'émission des gaz à effets de serre. Au regard de toutes ces conséquences, il est opportun que les fumeuses de poissons soient sensibilisées et à leur tour sensibilisent leurs collègues sur les bonnes pratiques en matière de transformation de poisson fumé qui sont le bois, et le charbon de bois. Fière pour le choix porté sur son groupement, dénommé « Abobiha », Mme Amifia TEPE, présidente de l'inter-profession-transformation a saisi l'opportunité pour formuler quelques doléances. Il s'agit de l'appui technique et financier lors de la sensibilisation de leurs consœurs pour atteindre un plus grand nombre de femmes. C'est aussi de voir comment, l'ANGE peut porter leur voix auprès des hautes autorités afin d'harmoniser les saisons de pêche entre le Togo, le Bénin et le Ghana.



COMMUNIQUÉ

LE GROUPE SUNU NOMME UN NOUVEAU PRÉSIDENT

Les membres du Conseil d'Administration de SUNU Participations Holding SA réunis le mardi 14 février 2023 à Saint-Maur des Fossés en France ont pris acte du décès du Fondateur du Groupe SUNU Monsieur Papa Pathé DIONE et ont observé une minute de silence en sa mémoire.

Puis, à l'unanimité, **Monsieur Atté AHUI** a été nommé **Président du Conseil d'Administration** pour la durée restant à courir de son mandat d'Administrateur.

Compagnon de la première heure de Monsieur Papa Pathé DIONE, Monsieur Atté AHUI est un professionnel de l'Assurance ; il a démarré sa carrière en 1973 à l'UA-CI (Union des Assurances de Côte d'Ivoire - filiale de l'UAP), puis a exercé la fonction de Directeur Général d'AXA Côte d'Ivoire, avant de terminer sa carrière comme Directeur Général de la filiale Vie du Groupe SUNU en Côte d'Ivoire, Le Mans Assurances Internationales Vie.

Par ailleurs, au cours de cette même réunion, afin de renforcer sa gouvernance, le Conseil d'Administration a nommé, par cooptation, **Monsieur Issfoa NCHARE** comme **Administrateur Indépendant** pour la durée restant à courir du mandat de Monsieur Papa Pathé DIONE. Monsieur Issfoa NCHARE, Juriste et Economiste, a été Directeur National des Assurances du Cameroun de 2011 à 2016, puis Secrétaire Général de la CIMA de 2016 à 2021.

Pour rappel, le Conseil d'Administration de **SUNU Participations Holding SA** est composé, à la suite de la réunion, des membres suivants :

- Monsieur Atté AHUI, Président ;
- La société Financière DIONE SAS, Administrateur, ayant pour représentant permanent Madame Anta-Caroline DIONE ;
- La société SUNU Finances Holding SAS, Administrateur, ayant pour représentant permanent Monsieur Patrice DESGRANGES ;
- Monsieur Papa-Demba DIALLO, Administrateur, ancien Président du Conseil d'Administration de la Société Générale de Banques au Sénégal ;
- Monsieur Federico ROMAN, Administrateur, ancien Cadre d'AXA France ;
- Monsieur Christian de BOISSIEU, Administrateur Indépendant, Professeur Agrégé en Sciences Economiques, spécialiste des questions monétaires et bancaires ;
- Monsieur Issfoa NCHARE, Administrateur Indépendant.

Le Comité de Direction de SUNU Participations Holding SA

Mohamed-Lamine BAH Joël AMOUSSOU Karim-Franck DIONE
Directeur Général Directeur Général Délégué Directeur Général Délégué

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo					
Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020		
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3		
Mali	13,0	France	8,6		
Bénin	10,0	Inde	7,5		
Niger	8,5	Ghana	5,6		
Ghana	8,1	Japon	4,3		
Inde	7,5	Nigéria	3,6		
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5		
France	5,7	Turquie	3,3		

Indicateurs	2020	2021	2022	FMI
Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %
Réserve de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5

Indicateurs du commerce extérieur					
	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale - dernières données disponibles

Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



ACTUALITE

AMELIORATION DE L'ACCES A L'HABITAT : LE FONDS IMMOBILIER LAPTRUST IMARA I-REIT COTE A LA BOURSE DE NAIROBI

Le Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, a été l'invité spécial de la Bourse de Nairobi (Kenya) à la cérémonie de première cotation de LAPTRUST IMARA I-REIT, un Fonds Immobilier dédié aux fonds de pension, ce mercredi 22 mars 2023.

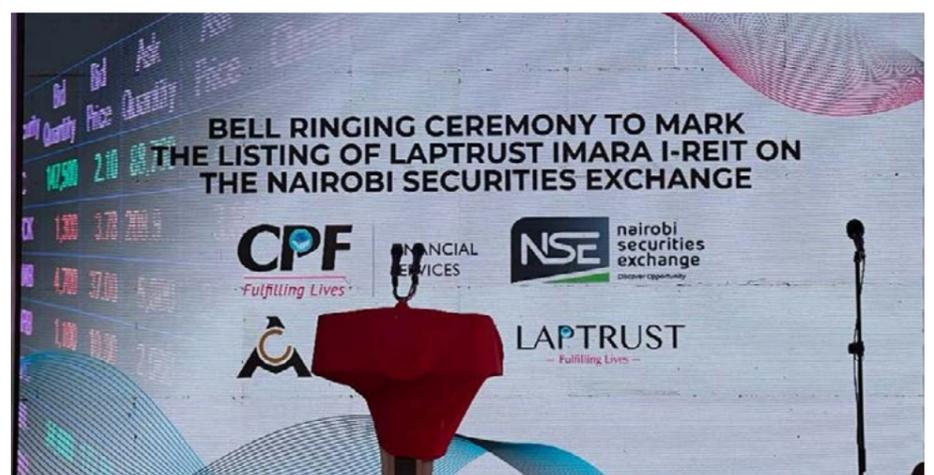
Cette cérémonie a été présidée par Son Excellence Dr William RUTO, Président de la République et Chef des Forces Armées du Kenya. En effet, la mission de ce Fonds est de générer des rendements supérieurs à partir de placements immobiliers optimaux et diversifiés sur le long terme. Il s'agit d'un instrument majeur pour le financement de l'immobilier au Kenya dont l'attractivité et la liquidité sont renforcées par la cotation à la Bourse de Nairobi.

Lors de son allocution, le Président de la République a insisté sur la nécessité pour les marchés de capitaux et l'ensemble du système financier de trouver les moyens de mobiliser massivement l'épargne locale pour le financement de la transformation économique de ce pays. Il a également marqué sa conviction que la Bourse de Nairobi constitue un instrument privilégié pour accompagner le programme gouvernemental de financement de l'habitat au Kenya. Une réforme est par ailleurs en cours pour vulgariser l'actionnariat populaire au Kenya. Pour le Directeur Général de la BRVM, ce fut une belle cérémonie, un discours volontariste et engageant pour le développement des marchés des capitaux en Afrique pour accompagner la transformation économique et sociale de notre continent.

Les fonds immobiliers ont un rôle majeur à jouer dans ce cadre pour accélérer l'amélioration de l'accès à l'habitat des populations. L'expérience de LAPTRUST IMARA I-REIT pourrait inspirer les réflexions en cours au sein de l'UEMOA, compte tenu de l'importance de cette problématique dans notre Union, surtout à l'accès à un habitat décent pour les populations les plus défavorisées. La titrisation des créances hypothécaires a été identifiée dès 2010 pour le financement de l'habitat.

Désormais, il est sans doute souhaitable d'aller plus loin avec la promotion des Fonds Immobiliers sur les marchés de capitaux africains. En effet, le recours à un tel instrument contribuerait à diversifier les sources de financement de l'habitat, à réduire les risques qui y sont liés et surtout à offrir une liquidité aux détenteurs des actifs immobiliers que sont les fonds de pension, les compagnies d'assurance-vie etc.

Cela contribuerait aussi à réduire la mobilisation des ressources par nos États pour l'exécution de leurs ambitieux programmes de logements notamment sociaux. Enfin, le secteur de l'immobilier est pourvoyeur d'emplois. À raison de 6 emplois par habitat, il pourrait contribuer à créer 1,8 millions d'emplois par an au Kenya pour 300 000 logements. Tous les leviers, et particulièrement ceux qu'offrent les marchés, doivent être urgemment actionnés pour un meilleur financement de nos économies et l'accélération de leur développement au bénéfice de nos populations.



Ghana

Les achats d'huile de palme pourraient grimper de 54 % en 2022/2023

En Afrique de l'Ouest, le marché de l'huile de palme est dominé par le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Si les deux premières nations dominent respectivement la production et les exportations, le troisième pays est celui qui dépend le plus des importations.

À Ghana, les importations d'huile de palme sont attendues à 400 000 tonnes en 2022/2023. C'est ce qu'indique le Département américain de l'agriculture (USDA) dans son dernier rapport sur la filière oléagineuse dans l'ex-Gold Coast. Ce volume anticipé serait en hausse de 54 % comparativement au stock enregistré un an plus tôt (260 000 tonnes). Selon l'organisme américain, la hausse des achats sur le marché mondial est liée à une production qui sera moindre alors que la consommation sera plus importante que l'année précédente. Dans les détails, l'offre devrait se contracter de 9 % à 300 000 tonnes du fait d'une baisse des rendements des palmiers. Cette situation est liée à une



fertilisation inadéquate des palmiers dans un contexte de hausse des coûts d'engrais ainsi qu'à la sécheresse. De son côté, la consommation est prévue pour progresser légèrement à 510 000 tonnes du fait de la demande alimentaire qui compte pour près de 90 % de l'utilisation domestique. Globalement, l'essentiel des achats du Ghana devrait s'effectuer auprès de la Côte d'Ivoire, le premier exporta-

teur de la denrée en Afrique de l'Ouest. D'ordinaire, l'ex-Gold Coast absorbe chaque année, 15 % des expéditions totales de la nation éburiennne. Au Ghana, la culture du palmier à huile s'effectue sur plus de 380 000 hectares. Le pays est le troisième producteur africain d'huile de palme derrière le Nigeria et la Côte d'Ivoire.

Avec Agence Ecofin

Afrique

200 millions d'EUR à l'appui de la résilience sanitaire

La Banque européenne d'investissement, la plus grande banque multilatérale au monde, et Afreximbank, une institution financière panafricaine multilatérale, ont uni leurs forces pour accroître les investissements dans les soins de santé et le secteur pharmaceutique en Afrique subsaharienne et renforcer la résilience sanitaire sur le continent.

● Junior AREDOLA

La nouvelle initiative d'investissement dans le domaine de la santé, dotée de 200 millions d'EUR, a été officiellement lancée ce jour par Thomas Östros, vice-président de la BEI, et Denys Denya, vice-président exécutif d'Afreximbank, lors de la 5e Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés qui se tient à Doha, au Qatar. Afreximbank et la Banque européenne d'investissement vont chacune accorder un nouveau financement de 100 millions d'EUR destiné à moderniser et développer les établissements de soins de santé publics et renforcer la production de médicaments sûrs, abordables et efficaces en Afrique subsaharienne. Il s'agit du premier concours spécifique de la BEI pour des financements intermédiaires dans le domaine de la santé en Afrique. Ce nouveau dispositif de financement des soins de santé en Afrique, qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative Global Gateway de l'Union européenne, a été mis en place par des experts sanitaires, financiers et techniques de la BEI et d'Afreximbank afin de débloquent des investissements essentiels visant à améliorer l'accès aux soins de santé lo-



caux et à accroître la production de médicaments indispensables pour lutter contre des maladies mortelles telles que le cancer, le sida, le paludisme et la tuberculose. Thomas Östros, vice-président de la Banque européenne d'investissement : « Dans le cadre de l'Équipe Europe, la BEI soutient, dans le monde entier, des investissements à fort impact dans le domaine de la santé. La nouvelle initiative BEI-Afreximbank pour la résilience sanitaire permettra de déployer 200 millions d'EUR de financements destinés à renforcer la résilience sanitaire en Afrique subsaharienne en améliorant l'accès aux soins de santé et en augmentant la production pharmaceutique locale. Cette coopération financière ciblée entre la BEI et Afreximbank, partenaire financier de premier plan, démontre comment un partenariat entre l'Europe et l'Afrique améliore les conditions de vie de la population et favorise des investissements prioritaires dans le domaine de la santé. » Denys Denya, vice-président exécutif d'Afreximbank : «

La pandémie de coronavirus illustre à quel point la santé de millions d'Africains est particulièrement menacée par un accès limité à des soins de santé efficaces et à des médicaments abordables. Afreximbank se réjouit de s'associer à la Banque européenne d'investissement pour mettre en place un dispositif de cofinancement de 200 millions d'EUR destiné à améliorer la réponse efficace face aux défis sanitaires en Afrique subsaharienne. Cet investissement s'appuiera sur le succès de notre coopération en place visant à améliorer l'accès au financement des entreprises qui doivent relever les défis engendrés par la pandémie et les changements climatiques. » Le développement rapide de soins de santé publics abordables est crucial pour améliorer la situation sanitaire en Afrique. La nouvelle initiative BEI-Afreximbank permettra de soutenir de nouveaux investissements dans des établissements de santé, notamment en ce qui concerne la construction et l'aménagement de cliniques et d'hôpitaux, essentiels pour permettre un traitement rapide des maladies transmissibles, réduire la mortalité infantile et faciliter l'accès aux systèmes de santé publique.

Zone UEMOA

L'inflation baisse de 1 point de pourcentage entre décembre 2022 et janvier 2023

Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'inflation a baissé en janvier 2023, en liaison avec la décélération de la hausse des prix des produits de l'alimentation et des services. C'est la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest qui donne l'information.

Elle renseigne que sur la base des informations disponibles, le taux d'inflation ressortirait, en glissement annuel, à 6,0% en janvier 2023, en décélération de 1,0 point de pourcentage par rapport à son niveau de décembre 2022, où il s'était établi à 7,0%. La décélération de l'inflation est essentiellement imputable à une hausse de moindre ampleur des prix des composantes «Produits alimentaires» (+3,9 points contre +4,6 points en décembre 2022). La hausse des prix des fonctions «Logement» (+6,5% en janvier 2023, contre 5,9% le mois précédent) et «Transport» (+8,8% contre 8,3%) a amoindri la baisse de l'inflation globale. La décélération amorcée au niveau des produits alimentaires est consécutive à l'arrivée sur le marché des nouvelles récoltes de la campagne agricole 2022/2023, dont la production céréalière serait en hausse de 15,9%, après une baisse de 13,1% l'année précédente. En outre, l'atténuation de la hausse des prix des produits alimentaires importés par l'Union (+13,9% en janvier 2023 contre 18,3% en décembre 2022) et des difficultés d'approvisionnement au plan international a accentué la tendance baissière du taux d'inflation. L'accélération notée au niveau de la



fonction «Transport» s'explique par le renchérissement des services de transport, en lien avec le relèvement des prix des carburants. En effet, dans le sillage de l'envolée des cours mondiaux de pétrole brut, la hausse des prix à la pompe de l'essence sur un an atteint 38,6% au Togo, 27,7% au Sénégal, 26,0% en Côte d'Ivoire, 25,0% au Bénin, 22,3% au Mali, 22,0% au Burkina et 15,6% en Guinée-Bissau, à fin janvier 2023. Pour le gazoil, la progression des prix se situe à 61,6% au Togo, 36,4% au Mali, 33,3% au Bénin, 24,2% au Niger, 24,2% au Burkina, 15,3% au Sénégal, 14,8% en Guinée-Bissau et 6,5% en Côte d'Ivoire. Cette augmentation des prix des carburants a eu des répercussions sur les tarifs des services de transport dans la plupart des pays. La hausse des prix dans la fonction «Logement» s'explique par la progression observée sur

les prix du charbon de bois et du pétrole lampant, ainsi que par la hausse du prix de l'électricité au Sénégal où le prix du kilowattheure d'électricité a connu une augmentation de 16,7% en moyenne à partir de janvier 2023. Par pays, l'analyse révèle une décélération de l'inflation en janvier 2023 dans la plupart des Etats membres de l'Union, notamment au Burkina (+8,2% contre +9,6%), au Sénégal (+10,6% contre +12,8%), au Togo (+7,4% contre +7,7%), en Côte d'Ivoire (+4,8% contre +5,1%), au Niger (+2,0% contre +3,1%) et au Bénin (+1,3% contre +2,8%). En revanche, la BCEAO relève qu'une accélération de la hausse des prix est enregistrée en Guinée-Bissau (+9,7% contre +9,5%), en lien principalement avec la progression des prix des produits alimentaires (+13,5% contre +12,6%).

lejecos

Afrique

Poutine promet des céréales gratuites en cas de non-reconduction de l'accord en mai

Le locataire du Kremlin a assuré que les pays africains n'ont reçu que 3% des volumes de céréales exportés depuis les ports ukrainiens, alors que des « pays rasiés de l'Europe » en ont obtenu 45%.

Le président russe, Vladimir Poutine (photo), a promis, lundi 20 mars, de livrer « gratuitement » des céréales à l'Afrique si l'accord sur les exportations ukrainiennes n'était pas reconduit dans deux mois. « Si nous décidons de ne pas prolonger cet accord sur les exportations [des céréales ukrainiennes] dans 60 jours, alors nous sommes prêts à livrer depuis la Russie gratuitement tout le volume qui était destiné ces derniers temps aux pays les plus nécessiteux d'Afrique », a-t-il déclaré lors d'un discours à la conférence parlementaire Russie-Afrique à Moscou.

« La Russie remplit consciencieusement toutes ses obligations dans l'approvisionne-

ment en nourriture, engrais, carburant et autres produits critiques pour les Etats du continent, contribuant ainsi à assurer leur sécurité alimentaire et énergétique », a ajouté M. Poutine, indiquant que son pays « a toujours accordé et continuera d'accorder la priorité à la coopération avec les Etats africains ». Ces déclarations interviennent deux jours après l'extension de l'accord sur les exportations ukrainiennes pour deux mois supplémentaires. Le locataire du Kremlin a également indiqué, dans son discours, que Moscou « décidera de sa participation future » à l'accord céréalier, qui a été prolongé jusqu'au 18 mai, uniquement si « une mise en œuvre juste et complète » de celui-ci est « assurée ». Il a précisé dans ce

cadre que les pays africains « n'ont reçu que 3% des volumes de céréales exportés depuis les ports ukrainiens » alors que des pays « rasiés de l'Europe en ont obtenu 45% ». Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov avait conditionné la prolongation de l'accord en mai prochain à « la reconexion de la banque russe Rosselkhozbank au système de paiement international Swift, l'abolition des restrictions sur l'assurance et la réassurance des navires et le déblocage des avoirs étrangers et les comptes des entreprises russes associés à la production et au transport de denrées alimentaires et d'engrais ».

Avec Agence Ecofin

mercredi 22 mars 2023

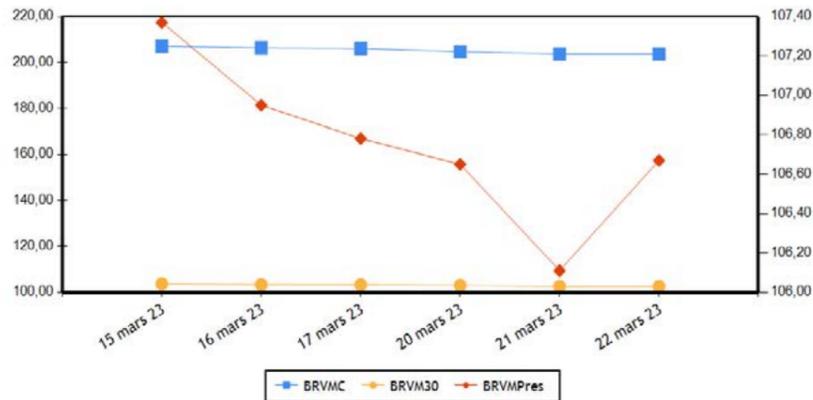
N° 58

BRVM COMPOSITE	203,69
Variation Jour	-0,02 %
Variation annuelle	0,23 %

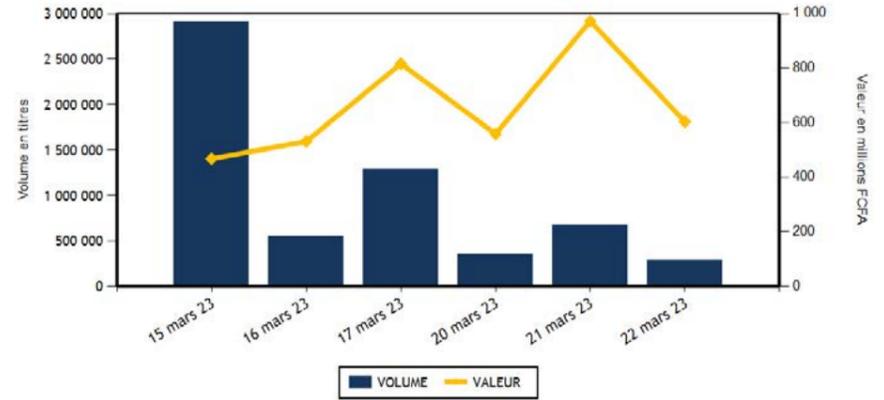
BRVM 30	102,56
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	2,56 %

BRVM PRESTIGE	106,67
Variation Jour	0,53 %
Variation annuelle	6,67 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 577 927 442 915	-0,02 %
Volume échangé (Actions & Droits)	282 092	-54,11 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	578 028 625	52,27 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	8	0,00 %
Nombre de titres en baisse	22	15,79 %
Nombre de titres inchangés	12	-25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	2 240	6,16 %	18,21 %
SICABLE CI (CABC)	1 085	5,34 %	-7,26 %
SETAO CI (STAC)	1 170	2,18 %	23,16 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	14 000	1,08 %	20,64 %
SONATEL SN (SNTS)	15 900	0,70 %	4,61 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	106,67	0,53 %	6,67 %	227 145	360 165 755	6,25
BRVM-PRINCIPAL	36	96,12	-0,50 %	-3,88 %	54 947	217 862 870	9,37

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	96,92	-0,46 %	-7,00 %	6 580	9 398 850	25,47
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	486,90	0,27 %	-0,47 %	26 214	306 018 310	9,06
BRVM - FINANCES	15	77,26	-0,49 %	2,32 %	225 092	145 555 920	6,88
BRVM - TRANSPORT	2	357,22	0,00 %	4,54 %	649	924 700	5,70
BRVM - AGRICULTURE	5	286,19	-0,22 %	0,93 %	12 778	100 232 400	5,59
BRVM - DISTRIBUTION	7	366,31	1,06 %	2,17 %	5 267	9 449 645	26,10
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 443,64	2,18 %	23,16 %	5 512	6 448 800	14,05

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,90
Taux de rendement moyen du marché	7,51
Taux de rentabilité moyen du marché	7,77
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	516 190,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 096 182 235,04

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	9,52
Ratio moyen de satisfaction	13,86
Ratio moyen de tendance	145,64
Ratio moyen de couverture	68,66
Taux de rotation moyen du marché	0,03
Prime de risque du marché	6,76
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché
= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Koweït

«État d'urgence» annoncé après une fuite de pétrole

La compagnie pétrolière nationale koweïtienne, Kuwait Oil Company, a annoncé lundi, un incident dans l'ouest de ce pays du Golfe.

La compagnie pétrolière nationale koweïtienne a annoncé lundi l'«état d'urgence» après une fuite de pétrole, un incident dénoncé comme un «problème récurrent», dans ce pays du Golfe, par des défenseurs de l'environnement. «L'état d'urgence a été décrété en raison d'une fuite de pétrole dans l'ouest du pays», a annoncé la Kuwait Oil Company dans un communiqué. La fuite a eu lieu dans une région non habitée, sans faire de blessés, et «la production n'a pas été affectée», a affirmé à l'AFP le porte-parole de la compagnie, Qusai Alamer, sans préciser le lieu exact de l'incident. Le Koweït est l'un des principaux producteurs de brut au monde. Près de 90% de ses revenus proviennent du pétrole. «Aucune émanation toxique n'a été signalée sur le site», selon le porte-parole. Le journal koweïtien Al Rai a publié sur Twitter une vidéo dans laquelle on voit une importante quantité de pétrole jaillir d'un conduit sur un terrain aride. L'authenticité de cette vidéo n'a pu être vérifiée dans l'immédiat par l'AFP. Kuwait Oil Company a affirmé avoir



envoyé des équipes sur place pour déterminer l'origine de la fuite et la contenir.

«Non-respect des règles»

Selon le militant de l'environnement koweïtien, Khalid Al-Hajire, à la tête de l'organisation Greenline, les informations fournies à ce stade par la compagnie ne permettent pas d'évaluer l'ampleur des dégâts sur l'environnement occasionnés par la fuite. Mais ce type d'incident est un «problème récurrent en raison (...) du non-respect des règles de sécurité et de celles de la protection de l'environnement», a-t-il affirmé à l'AFP, en dénonçant «l'absence de fermeté de l'Autorité nationale de l'environnement à l'égard du secteur pétrolier».

Membre clé de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), le Koweït produit actuellement environ 2,7 millions de barils par jour. Sa compagnie nationale avait signalé plusieurs fuites de pétrole ces dernières années. En 2017, deux nappes de pétrole avaient été identifiées au large des côtes du pays en l'espace de quelques jours. Selon l'expert pétrolier Abdulsamee Bahbahani, la fuite pourrait provenir d'un puits pétrolier abandonné. «Je pense que le puits n'a pas été bien refermé, ce qui a conduit à l'érosion des conduits et du revêtement en ciment, ainsi qu'à une augmentation de la pression», a-t-il dit à l'AFP, avertissant qu'une étincelle pourrait provoquer un incendie.

(AFP)

États-Unis

Plainte contre Meta sur le trafic d'êtres humains via ses réseaux sociaux

Le groupe Meta est accusé d'avoir «fermé les yeux» sur le trafic d'êtres humains et la pédocriminalité sur ses réseaux sociaux Facebook et Instagram.

Des fonds de pension et d'investissement ont porté plainte contre Meta pour avoir «fermé les yeux» sur le trafic d'êtres humains et la pédocriminalité sur ses réseaux sociaux Facebook et Instagram, déjà accusés de nombreux maux par les autorités. «Pendant la décennie écoulée, les applications de Meta ont aidé, soutenu et facilité la tâche des criminels responsables de proxénétisme, trafic d'êtres humains et de pédocriminalité qui ont eu lieu à grande échelle sur les plateformes» du groupe californien, accuse la plainte déposée lundi devant un tribunal du Delaware, spécialisé en droit des affaires.

Vies «dévastées»

«Des preuves substantielles montrent que le conseil d'administration a fermé les yeux alors qu'il avait connaissance, tout comme la direction de l'entreprise, de ce phénomène en pleine expansion», continuent les avocats des fonds signataires, qui détiennent des actions chez Meta. Ils assurent que les tra-

fiquants se servent des plateformes pour attirer, recruter et exploiter des victimes, qui sont des utilisateurs mineurs et adultes de Facebook et Instagram, «dont les vies sont pour toujours dévastées». Meta «interdit clairement l'exploitation des humains et l'exploitation sexuelle des enfants», a réagi mardi Andy Stone, porte-parole du géant des réseaux sociaux contacté par l'AFP. «Les affirmations dans cette plainte ne reflètent pas nos efforts pour lutter contre ce type d'activités. Notre but est d'empêcher les personnes qui cherchent à exploiter des êtres humains d'utiliser notre plateforme, et nous travaillons de près avec des organisations comme Polaris, le National Center for Missing and Exploited Children et Stop the Traffik», a-t-il ajouté.

«Éradiquer le problème»

Mais selon la plainte, le conseil d'administration de Meta a «échoué à expliquer comment il cherche à éradiquer le problème», et la seule

«conclusion logique» est que «le conseil a consciemment décidé de permettre aux plateformes de Meta de promouvoir et de faciliter» ces trafics. Le groupe de Mark Zuckerberg fait déjà face à de nombreuses poursuites sur d'autres terrains, notamment la santé mentale des enfants et adolescents. Des élus américains et des associations de protection de l'enfance reprochent aux applications particulièrement populaires chez les jeunes comme Instagram (mais aussi YouTube ou TikTok) de susciter de l'addiction, des problèmes d'estime de soi ou de faciliter le harcèlement en ligne. Ces accusations ont pris une nouvelle dimension quand, à l'automne 2021, l'ex-employée de Facebook Frances Haugen a fait fuiter des documents internes montrant que les dirigeants de la plateforme avaient conscience de certains risques pour les mineurs. La lanceuse d'alerte et des ONG estiment que Meta fait passer les profits avant les utilisateurs.

(AFP)

Précarité

Un Français sur trois se prive de produits d'hygiène, faute d'argent

Un sondage Ifop publié mardi révèle que la crise économique pousse de nombreux Français à se priver de savon, de dentifrice ou encore à changer moins souvent les couches de leur bébé.

Se doucher sans savon, rationner ses protections périodiques, renoncer au déodorant: un tiers des Français se privent de produits d'hygiène à cause du contexte économique, et cette précarité s'aggrave, selon un sondage Ifop pour l'association Dons solidaires, publié mardi sur le site de «Libération». La précarité hygiénique, qui «dégrade l'estime de soi et conduit à l'isolement», «ne cesse de progresser et n'est plus l'apanage des bénéficiaires d'associations» de lutte contre la pauvreté, s'alarme, dans un communiqué, cette association qui collecte les inventus des entreprises pour les remettre au secteur caritatif. Dans le détail, 7% des sondés indiquent se brosser les dents sans dentifrice, 8% se laver sans savon ni gel douche, et 17% des parents ne changent pas les couches de leur enfant aussi fréquemment qu'ils le souhaiteraient.

Des chiffres en nette hausse

Lors du précédent baromètre sur ce sujet, en 2021, ces proportions étaient environ deux fois moindres. «Comment



se sentir digne lorsque l'on manque de produits aussi essentiels?» s'est interrogée Dominique Besançon, la déléguée générale de Dons solidaires, qui souhaite «alerter sur cette précarité encore trop peu considérée». De manière logique, les chiffres sont encore plus alarmants lorsqu'on interroge spécifiquement les personnes pauvres, bénéficiaires des associations du réseau Dons solidaires: 73% disent se priver de produits d'hygiène en général, 34% de shampooing et 31% de protections menstruelles.

Du papier toilette en guise de serviette hygiénique

«Il m'arrive de laver les enfants à l'eau seule, ou de leur

dire de ne faire qu'une toilette rapide», témoigne ainsi une mère de deux enfants, citée dans le communiqué. Une autre indique utiliser du papier toilette en guise de protection périodique: «Je me prive pour laisser plus de protections à mes filles», explique-t-elle. Sondage Ifop pour Dons solidaires, réalisé sur deux panels: un échantillon représentatif de 1501 répondants, plus 300 parents d'enfants de trois ans ou moins, interrogés par questionnaire auto-administré en ligne en novembre 2022; et un échantillon de 1162 bénéficiaires d'associations en situation de précarité et d'exclusion sociale, interrogés en janvier et février 2023 dans les locaux des associations partenaires.

(AFP)

Intelligence artificielle

Des discours de mariage aux lettres de motivation, l'IA devient coach de vie

Grâce à des instructions simples à donner, le grand public s'est rapidement emparé de ChatGPT et d'autres intelligences artificielles «génératives» de contenus pour des usages du quotidien.

Ce n'est qu'un début: depuis le 1er mars, ChatGPT peut être utilisé par des entreprises tierces. L'outil commence à être intégré dans un nombre croissant d'applications. Et les prochaines semaines verront arriver GPT-4, une nouvelle version plus puissante, et des concurrents chez Google ou Meta (Facebook). «Pourquoi l'amour est-il si compliqué?», «Comment surmonter une rupture?», lui a demandé l'écrivaine française Karine Thuil, qui a raconté ses échanges avec l'IA dans une nouvelle savoureuse fin février. «L'amour est un domaine complexe», «il y a certaines choses que vous pouvez faire pour vous aider à surmonter votre peine et à aller de l'avant», lui a répondu ChatGPT en énumérant des suggestions.

Boîte à idées

Comme son personnage, des millions de personnes l'utilisent comme boîte à idées jusque dans l'intime.



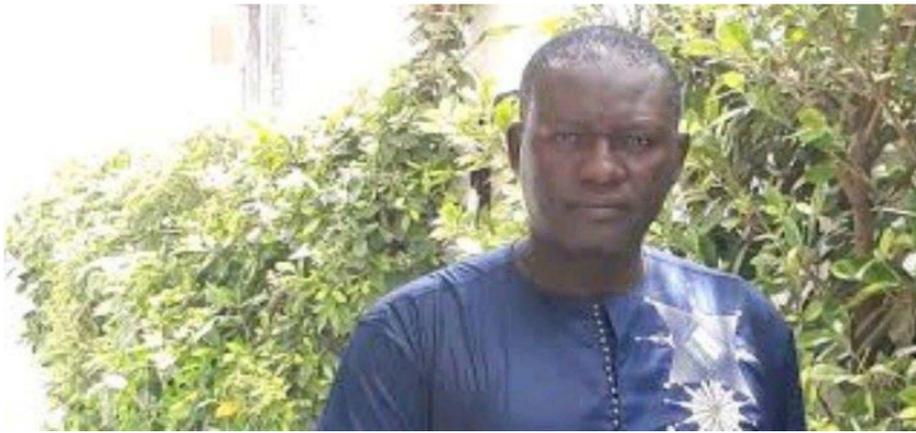
On lui demande de rédiger des lettres de rupture, des témoignages de mariage lui commandent leur discours, les créateurs en herbe des scénarios de films ou de livres. Chacun peut s'essayer à des vers dans le style de Victor Hugo. L'outil peut aussi traduire ou encore améliorer un anglais bancal. Une lettre à l'administration en langage soutenu? Il suffit de le préciser dans la requête. Côté images, des IA comme Dall-E, MidJourney ou Stable Diffusion produisent à la demande, après avoir ingurgité des milliards de créations d'artistes. Quelqu'un n'ayant jamais tenu un crayon a pu publier un manga, ce qui a fait scandale au Japon. Les

productions sont d'autant plus sophistiquées que les requêtes sont élaborées mais des tutoriels foisonnent. «J'ai repéré une annonce en anglais, je l'ai collée dans ChatGPT en lui demandant une lettre de candidature adéquate dans un anglais soutenu», raconte Lucia, jeune sociologue française qui a décroché l'emploi de ses rêves à Berlin. «On le sait, on ne lit plus les lettres, juste le CV», commentent des DRH. Des commerciaux lui font rédiger leur argumentaire. Combinant reconnaissance vocale et ChatGPT, Microsoft a intégré à sa messagerie Teams des comptes rendus automatiques de réunion.

(AFP)

Tribune de Magaye GAYE

Banques : attention trop de compliance tue l'économie



Comme suite à de multiples pressions exercées par les autorités monétaires, lesquelles répondent à des impératifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme, de plus en plus d'établissements bancaires notamment en Afrique durcissent parfois exagérément les conditions appliquées à la clientèle.

Une opération qui doit s'effectuer dans les 48 heures dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) peut facilement aller à 5 jours. J'ai été informé de cas préoccupants

Le premier concerne un homme d'affaire qui obtient un prêt auprès d'une banque. Ce concours était censé être décaissé dans un délai de 15 jours (mise en place des garanties comprise). Finalement, des exigences de compliance de la Banque (demande de KYC etc..) ont fait traîner en longueur le crédit qui n'a pas été décaissé après 45 jours.

Le deuxième cas concerne un opérateur économique qui a reçu un virement intra-UEMOA et à qui sa banque demande de justifier l'origine des fonds.

J'ai interrogé quelques banquiers sur ces sujets et l'explication qui m'a été donnée est que la commission bancaire demande de renforcer les procédures

de vigilance.

Ce durcissement des procédures de compliance rentre certainement dans le cadre de la politique monétaire dont l'objectif entre autres est d'amener les banques à renforcer leur gouvernance et leurs ratios prudentiels. Le but ultime recherché est sans doute de préserver les équilibres fondamentaux du Franc CFA sans même se soucier du financement de l'économie.

Ces procédures "corsées" et mal appliquées sont de nature à saper la productivité des acteurs et au-delà, la compétitivité des économies

Tout en étant rigoureux dans la lutte contre les fléaux mondiaux, l'Afrique doit bien négocier ces agendas, en évitant tout ce qui peut contrarier son économie.

Pourquoi ne pas instituer un seul contrôle sur la justification d'un virement, au niveau de la banque du donneur d'ordre.

Par ailleurs, la définition des normes internationales devrait prendre en compte la spécificité des économies en développement

Un renforcement draconien des procédures de mise en conformité présente le risque d'amener les acteurs à chercher de solutions parallèles comme le mobile banking et la thésaurisation.

L'agenda que le monde occidental a réussi à imposer à l'humanité concerne la lutte contre le blanchiment et le terrorisme, la lutte contre l'émigration clandestine etc.

Dans le cadre d'une réflexion prospective les stratèges africains devraient en faire de même en circonscrivant les menaces qui peuvent enrayer leur survie. Au nombre desquelles la corruption des élites africaines, les ingérences politiques, des monnaies imposées et des processus d'intégration sabordés. Sans oublier les menaces de partition territoriale et géopolitique (RDC, Afrique blanche/ Afrique noire, Nigéria /Afrique de l'ouest etc.)

Magaye GAYE

Économiste International

HOROSCOPE finance

Bélier Le secteur argent sera touché par cette configuration de Neptune. Tous ceux d'entre vous qui se sont trop endettés vont devoir chercher des solutions pour retrouver l'équilibre. Le mieux serait de prendre rendez-vous avec votre banquier.

Taureau Vous aurez la chance d'améliorer votre situation matérielle. Avec cet aspect de Neptune, l'argent vous viendra facilement et sous diverses formes : apports de capitaux, don, legs, héritages, récompenses, versement en dommages et intérêts, etc. Vous bénéficierez aussi de la situation financière intéressante de votre conjoint ou associé, de même que de sommes qui vous sont légalement dues.

Gémeaux Cette fois, si votre situation financière est saine et si vous évitez de prendre des risques insensés, vous n'aurez rien de vraiment ennuyeux à craindre. Mais si votre budget est déséquilibré, il sera temps de devenir plus raisonnable, sans quoi vous aurez de mauvaises surprises.

Cancer Vu cet aspect de Saturne, vous aurez intérêt à vous montrer raisonnable et organisé en matière financière. Tout ira bien pour les natifs fournis, capables de gérer prudemment leur budget, que leurs rentrées soient momentanément plus faibles ou, au contraire, plus élevées. En revanche, les imprudents qui comptent sur une bonne fée pour les aider se retrouveront dans une situation périlleuse.

Lion La gestion des finances familiales vous posera des problèmes aujourd'hui. Vous essaieriez d'instaurer un programme d'économies, mais vos proches rechigneront. En revanche, vous pourrez effectuer de bons placements.

Vierge Aujourd'hui, évitez de vous attaquer à des questions matérielles délicates. Et surtout, abstenez-vous d'effectuer des placements risqués, des opérations boursières audacieuses. Les influx étant peu favorables, vous pourriez avoir de bien mauvaises surprises.

Balance Cet aspect de Mars laisse présager des dépenses assez ruineuses du côté de votre conjoint ou de vos associés. Ce ne sera pas le moment de mettre votre couple ou votre société sur la paille ! Si vous décidez d'emprunter de l'argent à votre banquier, relisez bien votre contrat. Gardez-vous d'investir sur les conseils de gens trop farfelus.

Scorpion Si vous avez un placement à faire, retournez-vous de préférence vers l'immobilier. Cela vous portera chance en cette journée plutôt troublée. Si possible, demandez conseil à des experts : ils sont là pour cela, non ?

Sagittaire Même si votre logement est déjà bel et bien assuré, vérifiez aujourd'hui quel est le montant maximum de l'indemnisation. En effet, certains contrats, souscrits il y a plusieurs années, ne prévoient pas d'indexation. Vous risquez alors de n'obtenir qu'un remboursement très insuffisant pour couvrir les frais occasionnés par un sinistre !

Capricorne Votre équilibre financier est très important pour vous. Vous tenez plus que d'autres à vous constituer un capital ou, tout au moins, à organiser votre budget sur des bases saines. Avec la présence de Pluton, vous aurez l'opportunité de faire fructifier vos biens. Vous aurez donc intérêt à chercher les placements ou achats les plus intéressants ainsi que les investissements les plus rentables.

Verseau L'impact d'Uranus sera dans l'ensemble favorable à vos finances. Il vous poussera à prendre des risques au bon moment ; il décuplera aussi votre flair, vous aidant à trouver les bonnes occasions. Neptune, de son côté, peut se révéler très bénéfique. Mais attention : il ne se mettra à jouer positivement que si vous prenez l'initiative d'agir. Si vous souhaitez investir dans l'immobilier, vos chances seront bonnes ; vous aurez la possibilité de souscrire un emprunt dans d'excellentes conditions.

Poissons Saturne veillera sur vous. Vous pourrez faire avancer vos affaires à pas de géant grâce à des propositions intéressantes que vous aurez le flair de saisir au vol. Bonne évolution financière et matérielle.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Édité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE



**COMMUNIQUE CONJOINT
SANCTIONNANT LA VISITE D'AMITIE ET DE TRAVAIL DE SON
EXCELLENCE MONSIEUR MOHAMED BAZOUM, PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE DU NIGER, CHEF DE L'ETAT**

LOME, LES 20 ET 21 MARS 2023

- 1- A l'invitation de Son Excellence Monsieur **FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE**, Président de la République Togolaise, Son Excellence Monsieur **MOHAMED BAZOUM**, Président de la République du Niger, Chef de l'Etat, a effectué une visite d'amitié et de travail au Togo, les 20 et 21 mars 2023.
- 2- A l'occasion de cette visite, les deux Chefs d'Etat ont eu des échanges approfondis au cours desquels ils ont évoqué des sujets se rapportant aux questions bilatérales, continentales et internationales.
- 3- Dans ce contexte, ils ont décidé la création d'une Commission mixte de coopération et la tenue de sa première session au cours du dernier trimestre 2023 à Lomé. Ils ont aussi instruit leurs ministres en charge de la sécurité et de la défense de se rencontrer dans les meilleurs délais à Niamey en vue d'un partage d'expérience en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.
- 4- Les deux Chefs d'Etat ont également demandé à leurs ministres en charge des transports, du Commerce et des finances de tenir une réunion dans deux semaines à Niamey afin d'examiner les questions liées au transport des marchandises et au corridor Lomé-Niamey.
- 5- Analysant la situation dans la sous-région, Les Présidents **MOHAMED BAZOUM** et **FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE** ont réitéré leur engagement à œuvrer ensemble, de concert avec leurs Pairs, à la facilitation de la libre circulation des personnes et des biens au sein de la CEDEAO et à la pleine réalisation des objectifs visés par
- 6- Réaffirmant leur attachement aux principes démocratiques, ils ont réitéré leur soutien à la poursuite des processus de transition en cours au Mali, au Burkina Faso, en République de Guinée et au Tchad, en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel dans ces pays frères.
- 7- Les deux Chefs d'Etat ont appelé à l'intensification de la coopération et du partenariat aux plans bilatéral et multilatéral dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, le terrorisme, les trafics illicites d'armes, de drogues et d'êtres humains.
- 7- Les deux Chefs d'Etat ont appelé à l'intensification de la coopération et du partenariat aux plans bilatéral et multilatéral dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, le terrorisme, les trafics illicites d'armes, de drogues et d'êtres humains.
- 8- Ailleurs sur le continent, les Présidents **MOHAMED BAZOUM** et **FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE** ont déploré la situation de tension persistante dans l'Est de la République Démocratique du Congo. Ils ont notamment lancé un appel au respect du cessez-le-feu et apporté leur soutien aux diverses initiatives visant à établir une paix durable dans la région.
- 9- Sur le plan international, les deux Présidents ont exprimé leurs vives préoccupations face aux crises économique, sanitaire, sécuritaire et climatique auxquelles le monde est confronté. Ils ont exhorté tous les pays à conjuguer leurs efforts pour surmonter ces crises et invité notamment les pays développés à respecter leurs engagements dans les domaines concernés.
- 10- Au terme de sa visite, Son Excellence Monsieur **MOHAMED BAZOUM** a exprimé à son Frère et ami, Son Excellence Monsieur **FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE**, au Gouvernement et au peuple togolais, ses sincères remerciements et sa profonde gratitude pour l'accueil particulièrement chaleureux et fraternel qui lui a été réservé ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne.
- 11- Le Président **MOHAMED BAZOUM** a invité son frère et ami, Son Excellence Monsieur **FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE**, Président de la République Togolaise, à effectuer une visite au Niger.
- 12- Le Président **FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE** a accepté cette invitation de bonne grâce. La date de cette visite sera fixée ultérieurement par voie diplomatique.

Lomé, le 21 mars 2023

Pour le Gouvernement de la
République Togolaise,

Signé :

Le Ministre de la Fonction Publique
du Travail et du Dialogue Social

S.E.M. Gilbert B. BAWARA

Pour le Gouvernement de la
République du Niger,

Signé :

Le Ministre d'Etat, Ministre des
Affaires Etrangères et de la
Coopération

S.E.M. HASSOUMI MASSOUDOU

Volontariat

ALEY ADEBAYO Zoureya, une gestionnaire comptable forgée dans l'effort

Sous nos cieux, à des exceptions près, des secteurs d'activités ou domaines de connaissance notamment scientifiques semblent être la chasse gardée des hommes. Une femme qui arrive à faire carrière dans ces domaines tend à devenir l'exception qui confirme la règle. C'est dans le cercle restreint des femmes gestionnaires comptables que figure Zoureya. Actuellement volontaire nationale de la vague 16, elle apporte son appui et son savoir-faire au service du centre nationale d'appareillage Orthopédique (CNAO) depuis novembre 2020.



Zoureya semble embrasser les pas de sa grande sœur qui a embrassé le métier de comptable. Un rêve d'enfance devenu réalité. «À chaque fois que je côtoyais ma grande sœur au retour de son boulot, le métier me fascinait davantage. Je disais que j'allais devenir comptable et la suite de mes études a été faite dans ce cadre. J'ai également eu la chance de faire plusieurs stages après mon BTS dans le domaine, ce qui m'a encouragée», reconnaît-elle. Détentrice d'un diplôme de technicienne supérieur en comptabilité et gestion des entreprises, Zoureya était dans une ONG avant son affectation. Affectée au Centre Nationale d'Appareillage Orthopédique (CNAO), elle appuie le service de la comptabilité à travers la facturation des prises en charge des patients déclaré par différentes assurances, prépare les bons de commandes pour les achats de matériels et appareils pour différents services de la structure, s'occupe du mandatement après le visa des bons, etc. L'important pour elle est de rendre ser-

vice à ses collègues et de bien faire le travail qui lui incombe. Pour des dossiers urgents, elle s'oblige à venir au boulot même les week-ends et est prête à sacrifier ses congés afin d'être dans le délai. Elle estime que la mission du volontariat a été un plus pour apprendre de nouvelle chose. Grâce à son dynamisme, elle a contribué à l'atteinte des objectifs de sa structure, à la promptitude dans la gestion des dossiers et les facturations. « La mission de volontariat a été pour moi l'occasion de toucher du doigt la réalité du monde professionnel, de cerner les contours de la comptabilité publique qui diffère de la comptabilité privée dans laquelle, je me suis formée. J'exhorte les jeunes togolais à faire le volontariat, en mettant au service de notre pays leurs compétences pour ainsi participer au développement», a-t-elle déclaré. Appréciée par tous ses collaborateurs, ils ne tarissent point d'éloges à son égard «J'ai toujours eu de très bonnes relations professionnelles avec Mme Zoureya. Elle est d'une importante contribution dans l'atteinte de nos objectifs.

C'est une femme exceptionnelle, ponctuelle, qui incarne l'amour du travail», a témoigné monsieur KOULEALODJI Koffi Sépéno, son chef hiérarchique. Selon Zoureya, il faut s'armer de courage. «La comptabilité est un métier très prenant, exigeant, de haute qualité et qui demande beaucoup de compétences. Il faut donc une bonne organisation pour pouvoir s'en sortir», conseille-t-elle. Elle reconnaît que le développement technologique a allégé l'exercice de la profession comparé à l'époque de leurs aînés. «Des applications ont été développées pour nous faciliter la tâche», se réjouit-elle. Son autre rêve ou challenge est de servir de modèle pour la génération, notamment féminine. Elle souhaite poursuivre ses études, partager son expérience en conseillant, voire inciter les filles à faire de longues études et se mettre en tête, dès le bas âge, qu'il existe une autre voie beaucoup plus sûre que le salariat. Pour ce faire, elle commercialise les articles de femmes.

Avec togoanvt.org

Commune Agou 1

Le projet d'appui aux agricultrices lancé

Le projet Appui aux femmes agricultrices de la commune d'Agou a été lancé, le mercredi 22 mars à Agou-Nyogbo nord dans la commune Agou 1.

Initié par l'ONG Women Environmental Programme Togo (WEP-TOGO), ce projet a reçu le soutien financier de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Il sera mis en œuvre sur une durée de 18 mois (janvier 2023 à juin 2024) par les femmes membres de la Coopérative Kekeliva dans la ferme école agroécologique de WEP-TOGO. L'objectif est de contribuer à l'autonomisation économique des agricultrices et l'amélioration de leur sécurité alimentaire à travers l'augmentation de la production de feuilles et graines de moringa. Le projet permettra entre autres l'aménagement du site de production et de transformation ; l'exploitation des parcelles de production intensive et écologique de feuilles et graines de moringa ; le renforcement de capacités techniques des bénéficiaires à la pratique de l'agroécologie et la for-



mation sur les itinéraires techniques de production du moringa. La directrice exécutive de l'ONG WEP-TOGO, Akakpo-Addra Essivi a exprimé sa gratitude à l'OIF pour son soutien financier et les autorités locales qui œuvrent à la bonne marche de ce projet. Elle a aussi félicité et encouragé les femmes bénéficiaires de la commune Agou 1 à fournir des efforts pour la réussite du projet. Le représentant du préfet d'Agou, Dabla Nawanou, directeur préfectoral de l'agriculture a salué ce projet qui va soulager les souffrances

des femmes vulnérables en améliorant leur revenu à travers la transformation et commercialisation du moringa. Il a indiqué que ce projet est en parfaite adéquation avec les stratégies nationales notamment la feuille de route présidentielle Togo 2025. « Il permettra d'augmenter les revenus des ménages au sein de notre préfecture et aux femmes bénéficiaires de développer leur leadership à travers les multiples activités planifiées», a dit M. Dabla

Avec ATOP/BSM/CA

Football

Mesut Özil raccroche les crampons

À 34 ans, Mesut Özil a annoncé la fin de sa carrière de footballeur. Une aventure de 17 années ponctuée de trophées, de spectacle et parfois de polémiques.

C'est l'un des meneurs de jeu les plus marquants de la dernière décennie qui raccroche les crampons. Mesut Özil, âgé de 34 aujourd'hui, a annoncé mettre un terme à sa carrière de footballeur sur ses réseaux sociaux ce mercredi. L'international allemand (92 sélections, 23 buts) évoluait depuis cette saison à l'Istanbul Başakşehir, avec qui il avait pris part à seulement 187 minutes de jeu. Plombé par les blessures, l'élégant gaucher avait effectué son retour sur les terrains le 18 janvier dernier. Au début du mois de février, il avait été titularisé lors de la défaite de son club face à Kayserispor (1-0), avant de céder sa place à la pause. Il n'avait plus



disputé la moindre minute avant d'officialiser sa retraite ce mercredi. «Après mûre réflexion, j'ai pris la décision de me retirer du football. J'ai eu le privilège d'être un joueur professionnel pendant 17 ans et j'en serai éternellement reconnaissant. Mais lors des dernières semaines et des derniers mois, j'ai contracté de nombreuses blessures, c'est donc devenu clair pour

moi qu'il fallait que je quitte le football. Ce fut une expérience inoubliable et riche en émotions et je veux remercier tous les clubs et les entraîneurs que j'ai côtoyés. (...) Merci à tous mes fans qui m'ont montré un soutien infaillible peu importe les circonstances et le club que je représentais», peut-on lire sur les réseaux sociaux du joueur.

Le Togo en chiffres

Produits échangés		Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020			
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9	Coton, non cardé ni peigné	6,5
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4
				Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3
				Fèves de soja, même concassées	2,7
				Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
				Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
				Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
				Riz	2,7
				Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
				Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100



FONDS COMMUN DE TITRISATION DE CREANCES
FCTC BOAD DOLI-P 6,10% 2023-2030

Investir POUR L'AVENIR

TAUX
D'INTÉRÊT **6,10% L'AN**

PÉRIODE DE SOUSCRIPTION : DU 20 MARS AU 03 AVRIL 2023 • MONTANT ÉMIS : 150 MILLIARDS DE FCFA • MATURITÉ : 84 MOIS

www.boad-doli-20232030.com

Cette opération a été autorisée par l'Autorité des Marchés
Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA)
sous le n° FCTC/2023-01/CO-01-2023

CÉDANT	ARRANGEUR	CO-CHEFS DE FILE	DÉPOSITAIRE	SOCIÉTÉ DE GESTION